

Pour la relance du projet européen, ce sont les Européens qui détiennent la clé de contact !

OPINION - Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (SEED)

En mai 2019, les Européens ont voté plus nombreux que d'habitude et ils ont surtout élu des personnalités politiques plutôt modérées : ni les extrémistes, ni les populistes, ni les eurosceptiques n'ont réalisé la forte percée annoncée par les médias, si ce n'est ponctuellement, à cause de circonstances locales.

Nos concitoyens sont très majoritairement conscients que seule l'Europe peut faire face aux grands défis actuels, tels que le réchauffement climatique, la pollution marine, les fluctuations monétaires utilisées comme armes de guerre commerciale, le risque de récession économique, le terrorisme islamiste, les migrations incontrôlées, la relance de la course aux armements par les puissances anciennes ou émergentes.

Si l'Europe ne saurait résoudre seule ces problèmes, elle seule a le poids économique et démographique pour convaincre ces puissances d'adapter leur comportement à l'intérêt général. Elle seule aussi pourrait développer les capacités militaires et sécuritaires qui lui manquent pour pouvoir être vraiment considérée sur la scène internationale. Cependant, plutôt que de se mettre au travail, et vite, les gouvernements des États membres et les députés européens se livrent comme tous les cinq ans à d'interminables palabres pour attribuer les fonctions à la Commission ou au Parlement européens. Ces institutions sont quasi à l'arrêt depuis fin 2018 et le resteront jusque fin 2019. Ensuite seulement, les cabinets des Commissaires se mettront au travail, alors qu'il y a manifestement urgence à agir.

L'Europe devrait d'une part concevoir des stratégies pertinentes envers la Russie, la Chine et même les États-Unis, tout en développant de nouvelles approches pour son voisinage, des Balkans jusqu'au Moyen-Orient et au Sahel, et d'autre part, se doter des moyens de sa politique. Cela requiert une unité de commandement politico-militaire et une légitimité démocratique, soit un État fédéral européen.

America First

Depuis le 29 août, un 11^e commandement militaire américain de l'espace, le Spacecom, est chargé de veiller à ce que la domination américaine dans l'espace ne soit jamais remise en question ou menacée par la Chine et la Russie, qui ont développé leurs capacités technologiques. Il répondra aux menaces sur les «satellites américains qui sont si importants pour les opérations sur les terrains de guerre et pour notre style de vie», selon M. Trump. Elles vont du brouillage des communications et des satellites GPS à la destruction d'un satellite par un missile sol-air, ce qu'a fait la Chine en 2007. Le Spacecom a pour mission de former des combattants pour la guerre dans l'espace, de dissuader, de défendre les satellites américains et de mener des opérations offensives. Il disposera d'une Space Force au sein de la US Air Force, lorsque le Congrès aura approuvé son budget, estimé à 8 milliards \$. Il travaillera avec les Five Eyes, les services de renseignement américains, australiens, britanniques, canadiens et néo-zélandais, ainsi qu'avec l'Allemagne, le Japon et la France. Sur ce théâtre d'opérations spatiales, les petits États européens et l'UE sont insignifiants.

La situation géopolitique s'aggrave pour l'Europe

L'Amérique, la Chine et la Russie ont repris la course aux armements, nucléaires et classiques. Elles se servent de leurs capacités militaires pour imposer leurs points de vue sur la scène internationale, particulièrement aux dépens de leur voisinage. Les conflits plus ou moins gelés et les zones de fortes tensions se multiplient notamment à l'Est de l'Europe, dans la zone Asie-Pacifique, dans l'Arctique ou au Moyen-Orient.

Le retour du nucléaire⁽¹⁾

Le traité de 1988 sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI/INF), soit de 500 à 5.500 km, a vécu. Le Conseil de l'Atlantique Nord reproche à la Russie de produire des missiles 9M729, appelés aussi SSC-8, en contradiction avec le traité. La Russie accuse les États-Unis d'avoir installé un système de défense antimissile prohibé par le traité. Ceci étant, la Russie et les États-Unis d'Amérique ont retrouvé des possibilités d'innover face à la Chine qui, n'étant pas contrainte par le traité INF, a constitué un arsenal

consistant à 80% en des vecteurs de ce type.

Elle s'en sert pour lancer des planeurs hypersoniques, volant à une vitesse comprise entre Mach 5 et Mach 10, aujourd'hui impossibles à intercepter. Les Américains peuvent aujourd'hui mieux inciter les Européens à acheter leurs systèmes de défense antimissile, au détriment des programmes d'armement européens,⁽²⁾ et déployer à nouveau leurs armes en Europe, d'autant plus que l'Inde, le Pakistan et Israël modernisent et augmentent leur arsenal, et que les missiles nord-coréens, qui peuvent être porteurs d'armes nucléaires, peuvent frapper quasi tout notre continent : seuls le Portugal et l'ouest de l'Espagne sont hors de portée. L'avenir ne s'annonce pas rose : la commission des relations internationales de la Chambre des Lords s'attend à ce que le traité sur la réduction des armes stratégiques, qui vient à échéance en 2021, ne soit pas reconduit.

Un tour d'horizon bien sombre

Le Grand Nord est redevenu un enjeu militaire et économique : les Russes réhabilitent leurs anciennes bases, les Canadiens développent leur marine, M. Trump propose d'acheter le Groenland. Les Européens, parce que désunis, comptent les coups. L'UE a déclaré en 2016 vouloir maintenir la zone à l'abri des tensions militaires, mais n'y est pas parvenue.⁽³⁾

La Russie, malgré l'élection de M. Zelensky, poursuit le combat contre l'Ukraine, combinant la désinfection, la guerre électronique, la cyberguerre, l'interdiction d'accès par des batteries anti-aériennes et antinavires, les bombardements d'artillerie, les combats de chars et d'infanterie... Son agression a causé la mort de 13.000 personnes au sol, plus les passagers du vol MH17. Récemment, M. Poutine a annoncé son intention d'annexer le Belarus. Il suscite un fort sentiment d'insécurité dans les États baltes. Selon la Rand Corporation, il suffirait de 36 heures pour que l'armée russe en prenne le contrôle. Ceci explique en partie la forte émigration des jeunes : ils craignent de ne pas être soutenus par l'OTAN en cas d'invasion. Ils savent que les systèmes de missiles sol-air, antinavires et sol-sol⁽⁴⁾ déployés dans l'enclave de Kaliningrad (dans l'ex-Prusse orientale) et dans l'ouest de la Russie rendraient une contre-attaque des troupes de l'OTAN très difficile, et qu'elle n'est pas automatique : l'article 5 du traité de Washington requiert une décision par consensus des 29 États membres de l'OTAN. L'actuel déploiement des troupes de l'OTAN doit permettre en cas d'attaque russe d'alerter l'Alliance sans délai et d'impliquer d'emblée les pays occidentaux. La Russie perçoit cette présence de troupes comme une provocation de la part de l'OTAN⁽⁵⁾ et la juge en contradiction avec l'Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles entre l'OTAN et la Fédération de Russie signé à Paris en 1997. Il est clair que la relation OTAN - Russie définie alors est obsolète et doit être revue.⁽⁶⁾

Au Levant et au Sahel, les terroristes islamistes reprennent l'offensive. Les Occidentaux, surtout les Français, y maintiennent péniblement leurs efforts, mais leurs capacités militaires sont insuffisantes pour contrôler ces espaces immenses et envisager un scénario satisfaisant de sortie de crise. Au contraire, après le secrétaire général des Nations unies, le G7 a constaté le 26 août à Biarritz l'extension de la menace à l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, jusqu'au golfe de Guinée. Le G5 Sahel, l'alliance formée début 2014 par le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, a constitué depuis cinq bataillons, mais aucun d'eux n'a mené d'opération significative. Néanmoins, M^{me} Mogherini a annoncé le 9 juillet l'attribution de 138 millions € supplémentaires. Depuis l'opération désastreuse menée par l'OTAN en 2011, la Libye reste en proie à la guerre civile, ce qui alimente l'insécurité dans toute la région.

La liberté de navigation est menacée dans le détroit d'Ormuz, où passe 20% de notre approvisionnement en hydrocarbures. L'Iran y a arraisonné trois pétroliers, les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni y ont déployé des navires d'escorte. Comme l'Iran poursuit son appui aux Houthis, au Hezbollah, au Hamas, au président Assad et aux chiites d'Irak, les Américains ont intensifié la pression économique pour réduire les achats de pétrole iranien. En réponse, l'Iran développe de nouvelles centrifugeuses pour l'enrichissement de l'uranium. L'offre de M. Macron au G7 d'échanger le respect de l'accord de 2015 contre un allègement partiel des sanctions américaines et un crédit de 15 milliards \$ pour financer les ventes de pétrole est rejetée par Washington.

En Asie centrale, plus de 20.000 soldats participent à une mission dirigée par l'OTAN visant à former et à

aider les forces afghanes, qui luttent contre Daech, Al-Qaïda et les talibans avec l'appui d'environ 14.000 soldats américains. Néanmoins, les talibans contrôlent aujourd'hui une plus grande partie de la campagne qu'à aucun moment depuis leur défaite de 2001. C'est la conséquence des retraits de troupes d'Afghanistan déjà effectués par M. Trump contre l'avis du Pentagone.

Depuis le 31 août, les talibans ont lancé plusieurs attaques dans le nord, que les forces afghanes ont repoussé avec le soutien de frappes aériennes. Néanmoins, le 1^{er} septembre, le diplomate américain chargé des négociations avec les talibans a annoncé un accord qui permettrait le retrait de plus de 5.000 soldats américains supplémentaires et l'ouverture de pourparlers entre Afghans. Il escompte une paix honorable et durable, un Afghanistan unifié et souverain qui garantirait que le pays ne redeviendrait pas une base pour des attaques terroristes à l'étranger. Cela contribuerait à assurer la réélection de M. Trump, mais cela rappelle les discussions et les promesses de paix qui ont précédé le retrait des Américains du Sud-Vietnam, peu avant la chute de Saïgon. Les talibans n'ont pas hésité à commettre un nouvel attentat à Kaboul le 3 septembre.

Au Cachemire, occupé partiellement par le Pakistan depuis 1948 et par la Chine depuis 1962, les tensions sont exacerbées par la décision du gouvernement indien de révoquer l'autonomie de cet État, ce qui aggrave le conflit entre l'Inde et le Pakistan.

Le 24 juillet 2019, la Chine a publié un nouveau Livre blanc sur la défense, qui souligne les grands progrès accomplis pour développer des forces mécanisées et aptes à opérer en réseau, mais qui juge que l'informatisation est encore insuffisante pour arriver au niveau des Américains. Il annonce la poursuite de la croissance des dépenses de défense. Celles-ci seraient de 173 milliards \$ en 2019, en hausse de 7,5% par rapport à 2018. Cette croissance est toutefois inférieure à ce que l'on a pu observer dans un passé récent : de 2012 à 2017, elle a été de 56%. La Chine compte, pour compenser cela, sur une plus grande efficacité des dépenses de défense. Elle s'appuie sur les succès récents en matière de drones, de moyens de commandement, de contrôle, de communications, d'informatique, de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (C4ISR), de propulsion électromagnétique, de cybernétique et dans le spatial. Elle compte combler ses lacunes dans les aéronefs et l'aide à la navigation grâce à l'implication du secteur privé et à l'intégration civilo-militaire. Elle veut achever la mécanisation et l'informatisation d'ici à 2020 puis, pour 2035, opérer une modernisation générale de ses forces armées afin d'être dominante vers 2050 au niveau mondial, tant sur le plan militaire qu'économique.⁽⁷⁾

Si la Chine travaille à réduire la pauvreté et la pollution, elle veut surtout effacer quelques siècles d'humiliation. Ce faisant, elle tombe dans le piège de Thucydide. Sa montée en puissance coalise contre elle l'Inde (en conflit avec elle depuis 1962) et des pays riverains du Pacifique, mais elle accroît sa capacité à faire pression sur ceux-ci : elle construit un deuxième navire de débarquement, capable de déployer une trentaine d'hélicoptères. Son corps de marines est passé de deux à six brigades et ses effectifs ont cru de 10.000 à 40.000 soldats.

Pour contrer cela, le budget japonais de la Défense 2020 devrait atteindre 50,3 milliards \$ et financer l'achat de nouveaux avions F-35 et de systèmes de défense antimissile américains. Les États-Unis d'Amérique veulent rester la seule superpuissance. Les conditions sont donc réunies pour une escalade. Une contestation interne au Parti communiste chinois est peu probable devant ce risque : les dirigeants confortent leur pouvoir en exacerbant le nationalisme et, dans la tradition confucéenne, la personne passe après la nation. Les complexes militaro-industriels préparent donc activement la guerre.

A Washington, certains mènent une guerre commerciale pour forcer l'économie chinoise à changer, sur la propriété intellectuelle, les transferts de technologies et les subventions d'État aux entreprises, et pour garantir le statu quo militaire. D'autres veulent empêcher la Chine de s'élever davantage, en la coupant des marchés financiers, en limitant l'accès des entreprises chinoises aux places financières, en restreignant les crédits bancaires, comme pour le Venezuela et l'Iran. D'autres encore visent à bloquer les routes de la soie et les revendications territoriales chinoises dans la mer de Chine méridionale, y compris par des opérations navales et par l'interdiction aux firmes américaines et alliées d'aider au développement technologique chinois.

Pour contrer ces menaces, la Chine devra soit se libéraliser et s'ouvrir davantage, surtout vers le Japon, l'Europe et l'Inde, soit se refermer, réduire le commerce extérieur, augmenter le protectionnisme, développer la demande intérieure et réprimer les partisans du libéralisme politique, comme à Hong Kong. Le risque de récession mondiale est grand en cas de fermeture de la Chine. M. Trump doit donc

savoir s'il veut aller à l'élection de 2020 avec une économie affaiblie.⁽⁸⁾

Quelles conséquences pour l'Europe ?

Si M. Trump opte pour la confrontation, l'Europe risque de se retrouver dans une coalition contre la Chine, seule l'OTAN assurant sa sécurité. Cette dépendance des Américains met en péril notre souveraineté dans tous les domaines : économique, financier, sécuritaire, politique, mais aussi culturel. Mais opter pour la Chine nous obligerait à opter pour une société où, depuis Confucius, s'exerce le primat des droits de la communauté à l'égard de ceux de ses membres pris individuellement, et à renoncer à notre vie sociale fondée sur les droits individuels de l'homme par rapport à ceux de la collectivité. Ce débat n'est pas seulement culturel, il concerne aussi le domaine économique et social, la Chine contestant à l'Organisation internationale du travail l'universalité et la légitimité des normes sociales fondamentales.

Bien que ses citoyens réclament des réformes, les chefs d'État et de gouvernement perdent leur énergie dans des marchandages à courte vue et sont incapables de formuler des perspectives d'avenir à moyen et long terme. Par leur faute, l'Europe est aujourd'hui incapable d'influencer le cours du monde, de défendre ses intérêts, notamment dans le numérique, et de faire rayonner ses valeurs. La solution passe par la mise en place d'une unité de commandement politico-militaire en Europe, c'est-à-dire d'un État fédéral, légitime car démocratique. Lui seul serait à même de créer une armée européenne, la condition *sine qua non* pour exister et agir sur la scène internationale. La prise de décision à l'unanimité ne le peut pas : la Hongrie, la Grèce ou la Slovaquie ont par exemple empêché ou vidé de leur portée des décisions du Conseil européen allant à l'encontre de la Chine, sur la mer de Chine méridionale ou sur les droits humains.

L'Union politique, la République fédérale d'Europe, les États-Unis d'Europe (EUE), ce n'est pas ce vers quoi vont les membres du Conseil européen, en particulier celui qui semblait le plus volontaire. Depuis 2017, M. Macron a évoqué la défense européenne, puis l'armée européenne. Dans son allocution aux armées du 13 juillet 2019, il en est revenu à l'Europe de la défense, qui comporte selon lui la culture stratégique, les capacités communes et les opérations. Il ne nous dit pas qui va déterminer cette culture, définir de quelles capacités nous avons besoin et pour que faire, et encore moins diriger les opérations et en assumer la responsabilité politique et financière. Pourtant, il « mesure tout ce que lui apporte dans ses responsabilités internationales le fait d'être le chef d'une armée puissante, efficace et complète. »⁽⁹⁾ Il est donc mieux placé que quiconque pour savoir ce dont l'Europe a besoin.

Alors que la Chine, la Russie et les États-Unis se font concurrence pour la suprématie mondiale, l'Europe doit retrouver sa place sur la scène mondiale. Notre continent risque de devenir un jouet aux mains des grandes puissances américaine, chinoise et russe, qui s'affrontent en un combat pour la suprématie mondiale. L'Europe est en mauvaise posture dans cette compétition géopolitique. La guerre est notre passé. Faisons en sorte qu'elle ne soit plus jamais notre avenir.

Un noyau de petits États, les plus motivés à créer l'armée européenne, et les parlementaires européens qu'ils ont élu en mai dernier, devraient dès la rentrée parlementaire commencer à construire les États-Unis d'Europe, en rédigeant, puis en adoptant une constitution fédérale. De celle-ci découlerait l'unité de décision politique indispensable pour forger l'outil militaire apte à garantir notre sécurité et nos libertés, à mettre fin aux dépenses militaires inutiles, englobées dans des projets dupliqués. Ainsi, l'Europe reprendrait sa place dans ce monde aujourd'hui dominé par les États-Unis et la Chine.

1) Voir le projet de rapport de Joseph Day sur la dissuasion nucléaire à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, https://www.nato-pa.int/download-file?filename=sites/default/files/2019-07/075%20DSC%2019%20F%20REV%201%20%20%20MODERNISATION%20MATHRISE%20DES%20ARMEMENTS%20ET%20FORCES%20NUCLEAIRES%20ALLIEES_3.pdf.

2) Voir Michel Cabrol, « Pourquoi les États-Unis sont sortis du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire » in *La Tribune*, <https://www.latribune.fr/entreprises-finances/industrie/aeronautique-defense/pourquoi-les-etats-unis-sont-sortis-du-traite-sur-les-forces-nucleaires-a-portee-intermediaire-826048.html>, 23/08/2019.

3) La Défense française estime que l'Arctique pourrait devenir une zone de confrontation. Voir DGRIS, « La France et les nouveaux enjeux stratégiques en Arctique », <https://www.defense.gouv.fr/dgris/action-internationale/enjeux-regionaux/l-arctique>, 26/8/2019.

4) Sur cette capacité « anti-access and area denial » (A2AD), voir <https://foreignpolicy.com/2017/01/12/nato-russia-missile-defense-stand-off-deterrence-anti-access-area-denial/>.

5) Cindy Régnier, « La pointe avancée de l'OTAN dans les pays baltes : une épine pour Moscou » in *La Tribune*, <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/la-pointe-avancee-de-l-otan-dans-les-pays-baltes-une-epine-pour-moscou-824758.html>, 1/8/2019.

6) Voir https://www.nato.int/press/natoofficial_texts_25468.htm.

7) Voir Jon Greavatt, « China's White Paper urges faster advancement in technology » in *Jane's Defence Weekly*, 30/7/2019.

8) Kevin Rudd, « Sur la Chine, les Américains n'ont pas de stratégie » in *Le Monde*, 11-12/8/2019, p. 2.

9) Général François Lecointre, chef d'état-major des armées françaises, « Entretien avec Nathalie Guibert », in *Le Monde*, 13 juillet 2019, p. 4.